

Les fractures sociales : des réalités et des perceptions

JEROME FOURQUET¹

Je vais essayer d'éclairer un diagnostic sur l'état de la société française en m'appuyant sur le livre que je viens de publier qui s'appelle *L'Archipel français*, dans lequel nous faisons le constat d'un degré de fragmentation très important. L'idée n'est pas de communier collectivement dans un âge d'or révolu où la société française aurait été homogène. Il y a toujours eu des différences sociales, culturelles et régionales importantes. Mais, historiquement, dans chaque village, il y avait les rouges et les blancs, ou les blancs et les bleus, suivant les périodes et les territoires, marqueurs d'une opposition historique entre un bloc catholique, d'un côté, et un bloc républicain et laïc, de l'autre, qui a donné sa cohérence et sa consistance à la société française, depuis la Révolution française jusqu'au milieu des années 80. Ces deux matrices structurantes – matrice catholique et matrice républicaine et laïque – se sont disloquées au cours des dernières décennies à une vitesse stupéfiante, entre les années 60-70 et aujourd'hui. C'est sur les décombres de ces deux matrices que le phénomène d'archipélisation a pu ensuite se déployer. Nous allons commencer avec la matrice catholique, la plus ancienne et la plus profondément enracinée. Nous allons parler ici, à l'université catholique de Lille, de déchristianisation. Vous avez évoqué Marcel Gauchet qui avait publié en 1985 *Le désenchantement du monde* dans lequel il parlait déjà du phénomène de sortie de la religion et avait même théorisé le fait que le catholicisme serait la religion sortie de la religion. Nous arrivons 35 ans plus tard et constatons que ce processus de déchristianisation, de sortie de la religion, collectivement, est sans doute arrivé à son stade terminal. Cela peut ne pas faire plaisir à entendre, mais nous allons nous appuyer sur des chiffres pour objectiver ce constat.

L'Ifop étant une vieille maison, nous avons retrouvé une enquête de 1961, à la veille de Vatican II, dans laquelle les enquêteurs interrogent les Français sur la fréquence à laquelle ils se rendent à la messe. À la question « Allez-vous à la messe tous les dimanches ou plus ? », 35 % des personnes interrogées ont répondu oui. À la demande de *La Croix*, nous avons réitéré ce sondage en 2012-13 pour évaluer le degré de pratique religieuse catholique. En posant exactement la même question pour pouvoir comparer les résultats, ce sont 5 % de personnes qui déclarent aller à la messe au moins une fois par semaine. Certes, les catholiques pratiquants étaient déjà minoritaires dans les années 60 avec 35 %, mais c'est une sacrée minorité de blocage et c'était majoritaire dans des pans entiers de la société avec tout un écosystème qui gravitait autour d'elle : une presse, des associations, des fondations, des intellectuels, ce qui donnait un poids substantiel à cette culture catholique. Aujourd'hui, à 5 %, les catholiques n'ont pas disparu, ils sont très actifs et présents au quotidien, mais ils ne représentent plus qu'un des îlots de l'archipel français alors qu'il y a 50 ans, ils en étaient l'un des piliers constitutifs.

Il faut aller un cran plus loin pour prendre l'ampleur de ce processus de déchristianisation et ne pas s'arrêter à l'indicateur du taux de remplissage des églises le dimanche. Il faut mesurer que l'influence culturelle du catholicisme a aussi énormément perdu de terrain. Dans mon livre, nous nous appuyons sur des sondages ainsi que sur certaines données qui peuvent paraître futiles, mais qui sont éclairantes, comme le choix des prénoms donnés aux enfants qui naissent. Le fichier de l'Insee recense 84 millions de naissances. Si l'on prend uniquement le premier prénom, le prénom Marie, par exemple, est donné à 20 % des petites filles qui naissent en France en 1900. C'est une moyenne nationale : on est à 10 % en Île-de-France alors que dans des régions catholiques comme les Vosges ou le Finistère, on atteint 50 %. Aujourd'hui, la moyenne nationale est à 0,3 %. Pour les garçons, le prénom Jean représentait 16 % en 1900 et atteint à peu près le même niveau que Marie aujourd'hui. Nous avons observé un engouement, dans les années 40-50, pour les prénoms composés à partir de Marie ou de Jean, ce qu'on peut analyser comme une étape intermédiaire dans le déclin de cette culture catholique, mode qui durera environ 15 ans.

Franchissons une troisième étape dans cette analyse de la déchristianisation de la société française, en allant plus loin que d'aller à la messe, baptiser ou non son enfant ou quel prénom lui donner. La culture judéo-chrétienne a légué à la société française une série d'axiomes qui n'étaient pas discutés, relatifs à des sujets aussi variés que le rapport au corps, la composition de la famille, la hiérarchie homme/animal. Il n'y avait aucun débat sur ces sujets, que l'on soit chrétien ou non, il y avait consensus. Concernant le rapport au corps, les morts ont été enterrés pendant des millénaires alors qu'une majorité de Français veulent aujourd'hui être incinérés. Si l'on observe une pratique combattue par l'Église, et peu répandue sous nos latitudes, celle du tatouage, 18 % de la population française est tatouée aujourd'hui – 1 % pour les plus de 65 ans, 30 % pour les moins de 35 ans – et l'on dénombre 4 000 artisans tatoueurs en France. Des choses incongrues se sont banalisées, très parlantes sur l'évolution de notre rapport au corps.

Autre axiome qui ne portait pas au débat : la hiérarchie homme/animal. L'animal a été créé par Dieu pour être au service de l'homme et, accessoirement, pour être mangé. Vous avez peut-être remarqué, aux élections européennes, la présence du Parti animaliste qui a fait 2 % des voix qu'on peut rapprocher des 2,5 % du Parti communiste. On peut aussi

1 Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Institut de sondage IFOP.

constater la montée en puissance des revendications d'un certain nombre d'associations sur certains secteurs économiques, celui de l'élevage, des abattoirs, la présence des animaux dans les cirques, etc. Tous ces symptômes qui peuvent paraître déconcertants doivent être considérés globalement comme des symptômes d'une sortie de ce référentiel judéo-chrétien et de l'entrée progressive de la société française dans autre chose.

Sur la question de la bioéthique, quand on interroge les Français sur la Procréation médicalement assistée (PMA), si la question est ainsi libellée « Êtes-vous favorable à un élargissement du droit à la PMA ? », la tendance est au « oui ». Si on rappelle que ce droit s'adressera aux couples de femmes et aux femmes seules, ce qui fait que leurs enfants n'auront pas de père, on obtient du 50/50. Quand on décline les résultats par tranche d'âge, deux tiers des 65 ans et plus, avec cette formulation, y sont opposés, alors que deux tiers des moins de 35 ans y sont favorables. Compte tenu de la pyramide des âges, les générations issues du baby-boom pèsent encore significativement et sont porteuses de cette vision traditionnelle de la famille, de la procréation, parce qu'elles se sont construites dans cette France d'avant où ces éléments étaient structurants. Les générations suivantes se construisent dans un référentiel qui n'a plus grand chose à voir. Nous ne prenons pas encore pleinement la mesure du basculement en train de s'opérer, à la fois au rythme du renouvellement des générations, mais aussi de la législation qui modifie les cadres de référence. Nous assistons à un basculement anthropologique.

Face à la dislocation de ce pilier catholique a répondu la dislocation d'un pilier républicain et laïc, le Parti communiste. Une contre-culture s'était créée et certains sociologues parlaient même de « l'Église rouge ». Être viré du Parti communiste dans les années 60-70 était aussi douloureux pour un communiste que d'être excommunié pour un catholique. Il perdait tout, son estime, sa famille, ses relations, sa boussole. Ce monde communiste s'est effondré. Jusqu'à la fin des années 1970, le Parti communiste faisait 20-25 % des voix, pour arriver à 2,5 % aux dernières élections européennes. En 30 ans, le score du parti a été divisé par 10. La brique élémentaire de cette contre-société communiste, c'était la « mairie rouge » dans les banlieues ou les territoires ouvriers, avec les logements sociaux, les associations de locataires, les comités de quartier, les emplois municipaux, la vente des journaux, la distribution de tracts, les colonies de vacances. Au faîte de sa puissance, le Parti communiste, dans la fameuse banlieue rouge en Île-de-France, contrôlait 130 mairies contre une vingtaine aujourd'hui. À l'instar des catholiques pratiquants, les communistes n'ont pas disparu, mais ils ne sont plus également qu'un des îlots de l'archipel français.

Quand on travaillait à l'Ifop dans les années 60, c'était plus facile. Sur le fameux échantillon canonique de 1 000 personnes, on avait 350 individus qui allaient à la messe tous les dimanches et 250 communistes, en général pas les mêmes. Ce qui faisait déjà 600 individus affectés dans deux cases. Aujourd'hui, nous avons 50 catholiques pratiquants et 25 communistes, il nous reste 925 autres individus à affecter dans des cases. Cela donne l'idée de l'archipelisation.

Cette fragmentation, on peut encore une fois l'éclairer à l'aune des prénoms. De 1900 (date de création de l'Insee) à 1945, la France a fonctionné avec 2 000 prénoms différents. Par ailleurs, les historiens estiment que le stock de prénoms a été assez stable au cours du XIX^e siècle. Donc, de la Révolution aux années 50, la France a fonctionné avec 2 000 prénoms, legs de Napoléon qui avait édicté une loi définissant les prénoms éligibles à l'état civil, en prenant ceux du calendrier. Dans les années 60, on dénombre environ 3 000 prénoms, 5 à 6 000 dans les années 70 et 80 et, le législateur, voyant que la demande sociale était de plus en plus forte pour une libéralisation des prénoms, finit par abroger cette vieille loi Napoléon en 1993 pour laisser aux familles liberté totale du choix des prénoms. Au dernier comptage, on dénombrait 13 000 prénoms différents. Historiquement, on donnait souvent aux enfants les prénoms des grands-parents, les inscrivant ainsi dans un héritage, une lignée. Ce qui prime aujourd'hui, c'est la distinction, la différenciation, mais pas n'importe laquelle, en choisissant un prénom qui permet de rattacher l'enfant à l'une des îles de l'archipel. Le prénom devient drapeau.

Sur ce phénomène global se sont développés trois ou quatre processus sociologiques qui ont accru la fragmentation. En haut de l'édifice social, on a assisté à une sécession des élites qui se sont progressivement éloignées du reste de la société. Notons que la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur a fait passer le nombre de diplômés du supérieur de 3 % à 20-25 %. Quand on représente 20-25 % de la population, on peut vivre dans sa bulle, d'autant plus que les cadres se concentrent dans les grandes métropoles. Paris comptait 25 % de cadres et professions intellectuelles au recensement de 1982 contre 45 % au dernier recensement. C'est une moyenne municipale, car l'ouest parisien en compte 60 %. Si vous allez de la place de la Concorde jusqu'à Versailles, vous n'allez traverser que des communes dans lesquelles les cadres sont majoritaires et qui leur offrent tout ce dont ils ont besoin : écoles, bases de loisir, lieux de travail, grandes surfaces, lieux culturels. Ils peuvent y vivre en totale autonomie. Cette autarcie est d'autant plus renforcée que le service militaire a disparu. Jusqu'à la fin des années 80, les deux tiers d'une classe d'âge masculine faisait l'armée, ce qui permettait un certain brassage. Jusqu'au début des années 80, l'école privée, qui est à 90 % de sensibilité catholique, recrutait prioritairement sur une base confessionnelle. Elle scolarise aujourd'hui 15 à 20 % d'une classe d'âge et a donc élargi son public. On constate dans les grandes métropoles que le recrutement de ces écoles se fait de plus en plus sur une base sociale et de moins en moins sur une base confessionnelle, ne favorisant pas la mixité. Le dernier lieu où se produisait un brassage pour les jeunes générations était les colonies de vacances. À l'âge d'or des colos, dans les années 60, elles étaient fréquentées par 4 millions d'enfants contre 800 000 aujourd'hui. Les colonies n'ont pas disparu, elles sont pilotées par les mairies ou les conseils départementaux qui les dédient, de manière légitime, aux enfants des familles défavorisées en pratiquant des tarifs très sociaux. Les classes supérieures envoient aussi leurs

enfants dans des séjours collectifs pour se perfectionner à l'anglais ou apprendre le poney, mais c'est relativement cher et on se retrouve entre gens de même milieu social. Les enfants des « gilets jaunes » dont les parents gagnent trop pour bénéficier des colonies subventionnées et pas assez pour payer le stage de poney, soit partent avec les parents, soit restent à quai pendant les vacances.

À cette sécession des élites a répondu une autonomisation culturelle et idéologique des milieux populaires qui ont arrêté de regarder vers le haut de la pyramide comme un exemple à suivre ou une source d'inspiration. Revenons-en aux prénoms. Les sociologues avaient mis en évidence un phénomène de mode et de ruissellement : en haut de la pyramide, milieux artistiques et plus cultivés choisissaient des prénoms, que les cadres reprenaient avec quelques années d'écart, puis, par percolation, les classes moyennes, les enseignants, et au bout du cycle, les ouvriers et employés. Quand le haut de la pyramide constatait avec effroi que tout le monde portait ces prénoms, on entamait un nouveau cycle. Aujourd'hui, la percolation s'arrête au mieux dans la classe moyenne et on trouve en face d'autres modes qui se sont développées dans les années 80-90 avec un fort engouement pour les prénoms anglo-saxons. Au pic de cette tendance, 13 % des garçons en 1993 vont porter un prénom anglo-saxon, dont l'emblématique Kevin, donné à 160 000 garçons entre 1989 et 1996. Cette mode a touché essentiellement les milieux populaires. Quand on fait la carte de France de ces prénoms anglo-saxons, on voit apparaître tout le nord-est et une partie du sud-est. Cette carte recoupe la carte du deuxième tour de l'élection présidentielle. Certes, corrélation n'est pas raison, mais en poussant l'analyse un peu plus loin, nous avons constaté que la variable qui fait le lien est la représentation populaire dans cet électorat. Vous remarquerez que nombre de candidats ou élus du Rassemblement national portent ce type de prénoms, comme Jordan Bardella ou Steve Briois, alors qu'on les trouve très peu dans les autres partis politiques. Il y a donc une autonomisation culturelle et idéologique très forte des catégories populaires.

Disons un mot des classes moyennes, revisitées à l'aune de la crise des « gilets jaunes ». Cette crise est pour nous un mouvement qui part du bas de la classe moyenne et qui consiste à se mobiliser contre la peur ou la réalité d'une forme de déclassement, de tomber et d'être aspiré vers le bas. Sur les ronds-points se rassemblent des gens qui travaillent, mais n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Dans une société qui s'est désidéologisée, où la religion principale n'a plus la place qu'elle avait, la construction des identités, de sa position dans la société, se fait à l'aune de ce qu'on peut acheter, consommer, et des loisirs qu'on peut se payer. Des gens travaillent mais ne peuvent plus acheter les marques ou des produits marqueurs d'appartenance à la classe moyenne. Prenons un exemple. Au lendemain de l'acte I, le 18 novembre 2018 en Seine-et-Marne, des centaines de « gilets jaunes » se retrouvent sur les ronds-points en voiture et où vont-ils en cortège ? Ils se rendent à Eurodisney et font ouvrir les grilles après quelques heures de négociation. C'est l'aspiration à pouvoir consommer et obtenir un certain nombre de marqueurs qui font se sentir appartenir à la classe moyenne. C'est le même phénomène pour les loisirs ou les vacances. Une publicité d'Easyjet joue cyniquement là-dessus avec le slogan « Soyez du bon côté de la carte postale ! » : il y a ceux qui peuvent partir et ceux qui ne peuvent pas. Pour être un bon parent dans ce milieu, il faut pouvoir acheter des marques qui plaisent aux enfants. Cette crise des « gilets jaunes » nous dit l'éclatement de la classe moyenne. Nous sommes dans une société de consommation où l'on crée sans cesse de nouveaux besoins, de nouveaux désirs. Les aides-soignantes, les femmes de ménage, les femmes caristes, bien que travaillant, n'arrivent plus à cocher toutes les cases. Pour elles, le pacte est rompu.

Je mentionnerai un autre phénomène puissant qui s'est déployé des années 60 à aujourd'hui, celui de l'immigration qui a considérablement diversifié et rendu la société française plus hétérogène. Si nous reprenons l'exemple des prénoms, en 1960, les prénoms arabo-musulmans étaient donnés à 1 % des enfants, contre 19 % aujourd'hui. En l'espace de 50 ans, la société française a considérablement évolué, changé dans sa composition, c'est pourquoi il est de plus en plus difficile de mener une politique quand on est en responsabilité, mais aussi de faire coaguler et converger les différents îlots de l'archipel français.